

Procédure Adaptée

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P. n° 18/2025 du 29 Juillet 2025)

*Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique
et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1^{er} Avril 2019*

FOURNITURE DE GENERATEURS 99Mo/99mTc, A L'USAGE DE LA MEDECINE NUCLEAIRE - 2 LOTS

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES

1.1 Acheteur

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Navarre-Côte Basque a été créé par convention constitutive du 30 Juin 2016.

Ce GHT est actuellement constitué par trois établissements publics de santé et deux EHPAD publics :

- Le Centre Hospitalier de la Côte Basque (CHCB), établissement support du GHT
- Le Centre Hospitalier de Saint Palais (CHSP),
- L'Etablissement Public de Garazi (EPS GARAZI),
- L'EHPAD Jean Dithurbide de SARE,
- L'EHPAD Larrazkena d'HASPARREN.

L'ensemble de ces établissements est en direction commune.

Seul le Centre Hospitalier de la Côte Basque est concerné par la présente consultation.

1.2 Titulaire

L'opérateur économique (individuel ou mandataire en cas de groupement) dont l'offre a été retenue et le marché notifié est désigné par le terme « Titulaire ».

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU MARCHÉ / DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet du marché :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent :
La fourniture de générateurs 99Mo/99mTc, à l'usage de la Médecine Nucléaire du CH de la Côte Basque.

Lieu de livraison : Centre Hospitalier de la Côte Basque (13 avenue de l'interne Jacques Loëb – 64109 BAYONNE Cedex).

2.2 Type et forme du marché :

Les prestations visées au présent CCAP font l'objet de marchés de fournitures, de type accord-cadre à bons de commande, avec quantités minimum et maximum, en application des articles R 2162-1 et R.2162-13 du Décret n° 2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Ces prestations sont classées, en application de l'article R2121-6 du Décret n°2018-1075, dans la nomenclature des produits et services du CH de la Côte Basque au code suivant : 18.172 générateurs.

2.3 Durée du marché :

Les marchés sont passés pour une durée de 12 mois, 1^{er} Janvier 2026 au 31 décembre 2026.

ARTICLE 3 – PROCEDURE UTILISEE

La procédure de consultation utilisée est la suivante : Procédure adaptée, en application de l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4 – ETENDUE DE LA CONSULTATION - ALLOTISSEMENT

La présente consultation est allotie. Elle se décompose en 2 lots (voir descriptif dans le C.C.T.P joint établi avec une quantité minimum et une quantité maximum par fourniture sur 12 mois).

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement et ses annexes (dont l'offre financière du Titulaire du marché) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du Titulaire.

Il est rappelé que le fait de répondre à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve des documents particuliers du marché (CCAP-CCTP).

Les originaux du marché (acte d'engagement, CCAP, CCTP) sont conservés par l'Acheteur, pour seule foi.

Les documents d'ordre général (CCAG et normes en vigueur) ne sont pas joints au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Concernant les normes ou homologations (nationales, européennes, internationales) : les prestations ou fournitures devront y être conformes au jour de la livraison.

Les fournitures devront faire l'objet d'un numéro d'agrément par l'Agence du Médicament et d'un numéro de lot.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 Conditions générales de commande et de livraison :

Le soumissionnaire garantit la prestation telle que décrite dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et dans le présent C.C.A.P., notamment en ce qui concerne **les jours et horaires de livraison**.

Les commandes seront passées en fonction des besoins du service de Médecine Nucléaire du Centre Hospitalier de la Côte Basque sur présentation d'un bon de commande comportant :

- la référence du marché,
- la désignation de la fourniture,
- la quantité à livrer,
- le délai, lieu et horaire de livraison,
- le montant de la commande,
- le numéro de référence de la commande
- tout autre renseignement utile

6.2 Horaires de livraison :

Le Titulaire du marché s'engage à livrer les fournitures **AVANT 7h00**.

TOUT RETARD METTANT EN DIFFICULTE LE SERVICE DANS SON ACCUEIL DE PATIENTELE ET SON ACTIVITE PREPARATOIRE DOIT ETRE ARGUMENTE EN TEMPS REEL.

IL EST DEMANDE AU TITULAIRE DE DEFINIR CLAIREMENT LES MODALITES D'ALERTE DU SERVICE.

LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR ET LA MEDECINE NUCLEAIRE SERONT PARTIES PRENANTES DANS CE SYSTEME.

PENALITE EN CAS DE DEFAUT D'ARGUMENTAIRE : 50 €/heure de retard (voir art 6.4 ci-dessous).

Il devra être en mesure de livrer à la demande, en fonction des besoins du Centre Hospitalier exprimés sous la forme de bons de commande.

Les fournitures devront être accompagnées d'un bordereau de livraison numéroté mentionnant :

- La date d'expédition,
- Le numéro de référence de la commande,
- Le numéro de marché (si possible),
- L'identification de l'établissement,
- La désignation du produit livré (marque, référence, provenance),
- La quantité livrée.

Le bordereau du transporteur sera signé par l'agent du service de Radiopharmacie qui en gardera un exemplaire et en remettra un au livreur. Ce récépissé ne préjuge pas de l'acceptation définitive des produits.

En cas d'impossibilité de livraison ou de modification de tout élément de la commande, le titulaire du marché doit en aviser sans délai le service de Radiopharmacie du Centre Hospitalier de la Côte Basque par téléphone avec une confirmation par fax.

Le titulaire du marché sera responsable des avaries qui pourraient être commises par son personnel ou son transporteur.

Les colis défectueux seront refusés et/ou retournés en port dû au titulaire du marché.
Chaque livraison fera l'objet d'une facturation distincte.

6.3. Lieu de livraison :

La fourniture devra être livrée dans le service Radiopharmacie, local dépendant réglementairement de la Pharmacie à Usage Intérieur, du Centre Hospitalier de la Côte Basque pour y être contrôlée et inventoriée.

6.4 Pénalités pour retard de livraison :

Le titulaire s'engage à respecter les conditions et délais de livraison des fournitures mentionnés à l'article 6.2 du présent CCAP.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG- FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon les modalités décrites ci-dessous :

Tout dépassement d'horaire de livraison mentionné à l'article 6.2 du présent CCAP et non argumenté fera l'objet d'une pénalité de 50,00 € HT par heure de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché. Les pénalités s'appliquent au premier euro quel que soit le montant.

Ces pénalités seront prélevées sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire dans le cadre du marché.

ARTICLE 7 – CONTROLES DE CONFORMITE

7.1 Vérification quantitative :

Cette opération consiste à vérifier la conformité entre la quantité et référence notées sur le bon de commande et celles portées sur le bon de livraison ainsi que celles effectivement livrées.

Lorsque la quantité ou la référence livrée ne sera pas conforme à la commande, le Médecin Responsable du Service Médecine Nucléaire ou son représentant pourra mettre en demeure le Titulaire du marché :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,

- Soit de compléter la livraison dans les délais les plus brefs à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

7.2 Vérification qualitative :

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications de la commande et du marché.

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière.

Le Titulaire sera responsable des avaries qui pourraient être commises par son personnel ou son transporteur.

Tout colis défectueux sera refusé et/ou retourné en port dû au Titulaire du marché. et devra faire l'objet d'un remplacement immédiat et gratuit.

L'admission de la fourniture est prononcée par le Médecin responsable du service de Médecine Nucléaire ou son représentant.

L'absence de décision au-delà d'un délai de 15 jours vaut réception des prestations.

7.3. La durée de validité :

Si la fourniture présente, à la livraison, des dates de péremption trop courtes, le titulaire du marché s'engage à remplacer les produits non utilisés.

Les soumissionnaires devront préciser clairement, dans leur offre, les conditions de reprise des produits qui présentent à la livraison des dates de péremption trop courtes.

ARTICLE 8 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Pour chaque lot, le prix devra tenir compte de l'ensemble des besoins émis dans le C.C.T.P.

Le prix proposé par le soumissionnaire sera un **prix unitaire HT, remise éventuelle comprise**.

Les prix du marché sont présentés en EUROS et Hors T.V.A.

Le taux de TVA et les montants minimum et maximum HT et TTC devront également apparaître.

La taxe appliquée au prix hors taxe du marché est la TVA au taux en vigueur à la date de l'offre.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application des taxes et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

En cas de discordance entre le H.T et le TTC, le prix H.T. sera retenu et le montant total sera corrigé en conséquence.

Les soumissionnaires devront employer la dénomination de la fourniture comme indiqué dans l'état des besoins et non pas uniquement une référence propre à chaque soumissionnaire.

Les soumissionnaires devront également **préciser le conditionnement correspondant aux besoins**.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges et taxes fiscales et parafiscales ou autres frappant la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

Ils seront fermes et définitifs sur la durée du marché, du 1^{er} Janvier 2026 au 31 Décembre 2026.

Aucune facturation complémentaire à l'acte d'engagement ne sera acceptée.

Escomptes :

Le titulaire peut proposer un escompte pour paiement anticipé des factures, c'est-à-dire dans un délai inférieur au délai légal de paiement fixé à 50 jours pour les établissements publics de santé.

En cas de proposition d'escompte, ceux-ci doivent être clairement inscrits dans l'offre du candidat (soit directement notés dans le BPU soit sur un document séparé qui sera annexé à l'acte d'engagement en cas d'attribution du marché).

Le candidat peut proposer un escompte selon le modèle ci-dessous :

- ____ % pour paiement avant ____ jours
- ____ % pour paiement entre ____ et ____ jours
- ____ % pour paiement entre ____ et ____ jours

Ces conditions contractuelles, s'appliqueront chaque fois que l'établissement partie concerné honorera les paiements sous les délais susvisés. Elles n'emportent pas obligation pour l'établissement de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'il s'y efforcera.

Les taux d'escompte sont fermes pour toute la durée du marché.

ARTICLE 9 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

9.1 Modalités relatives à la facturation électronique :

Depuis le 1^{er} Janvier 2020, la facturation électronique est obligatoire pour l'ensemble des entreprises. Elle passe obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « **Chorus Pro** » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Tout dépôt, transmission et réception de factures électroniques sont effectués sur ce portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisées devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET identifiant l'établissement bénéficiaire
- Le code service permettant de distinguer le service destinataire
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement, le cas échéant

Pour l'accès à Chorus Pro, l'identifiant pour le CH de la Côte Basque est :
N° SIRET : 266 405 679 00017 et Code Service (cf. ci-dessous).

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes (cf. Décret n° 2019-748 du 18 Juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique) :

- Le code service et les références d'engagement suivants :

*** En cas de contrat exécuté au moyen de bon(s) de commande :**

- Le code service GEF
- Le numéro du / des bon(s) de commande(s) (composé de 2 lettres en majuscule et de 6 chiffres)
- Le n° de contrat et/ou de marché.

*** En cas de contrat exécuté sans de bon de commande :**

- Le code service LSCP
- Le n° de contrat et/ou de marché.

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au décret du 18 Juillet 2019 susmentionné, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

S'il s'avère que la facture, après contrôle, n'est pas conforme, le service du CH chargé de cette vérification renverra, avant tout mandatement, la facture erronée à l'organisme émetteur. Dans ce cas, le délai de paiement est suspendu jusqu'à remise par le titulaire du marché de la nouvelle facture réputée conforme.

9.2 Modalités de financement et mode de règlement du marché :

Modalités de financement :

Le financement est basé sur le budget propre à l'établissement concerné par la consultation.

Mode de règlement du marché :

L'unité monétaire utilisée pour cette consultation est l'euro.

Le paiement est effectué, après service fait, et en application des règles de la comptabilité publique.

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement par mandat administratif.

Il sera appliqué le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Pénalités pour défaut de paiement :

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R.2192.11 du Code de la Commande Publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus.

Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points, en application du Décret du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement.

Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40 €. Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- Modification de la raison sociale
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- Facturation avant service fait
- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés....

Escomptes pour paiement rapide :

Le titulaire peut proposer un escompte pour paiement anticipé des factures, c'est-à-dire dans un délai inférieur au délai légal de paiement fixé à 50 jours pour les établissements publics de santé, selon le modèle ci-dessous :

- ____ % pour paiement avant ____ jours
- ____ % pour paiement entre ____ et ____ jours
- ____ % pour paiement entre ____ et ____ jours

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture, l'expiration du délai global de paiement étant la date du règlement par la Trésorerie de l'établissement.

Ces conditions contractuelles, s'appliqueront chaque fois que l'établissement partie concerné honorera les paiements sous les délais susvisés. Elles n'emportent pas obligation pour l'établissement de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'il s'y efforcera.

L'acquittement du montant de l'escompte se fait par règlement de l'état des sommes dues dont les modalités de paiement sont précisées sur le titre de recettes.

9.3 Comptable public assignataire :

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

Madame le Trésorier Principal
Receveur du Centre Hospitalier de la Côte Basque
13 avenue de l'Interne Jacques Loëb - 64109 BAYONNE
☎ 05.59.52.27.70

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ - CLAUSE DE REEXAMEN

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée L2194-1 du Code de la commande publique. En vertu de cet article, le marché pourra être modifié dans les cas suivants :

- Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- Des fournitures ou prestations supplémentaires sont devenues nécessaires ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Les modifications sont de faible montant.

Concernant les modifications financières pour circonstances imprévisibles :

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP.

Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises apportées par le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre et par conséquent sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées au prix ;

- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et sincérité des documents et décide de la suite à donner à la demande.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, ces modifications temporaires apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, sont formalisées par avenant signé des deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles.

Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

Les surcoûts seront en partie compensés par l'Acheteur et excluront toute indemnisation ultérieure du titulaire pour la période concernée.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les parties conviennent de réévaluer la situation à l'issue du délai évoqué (clause de rendez-vous).

A l'issue du délai les prix retrouveront leur niveau avant avenant.

Concernant la cession du marché :

En cas de cession du marché tous les documents et informations nécessaires à l'étude de la cession devront être transmis au CH de la Côte basque, à savoir :

- Déclaration de non interdiction du cessionnaire à concourir aux marchés publics
- Extrait K ou Kbis du cessionnaire
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- Attestations de régularités fiscales et sociales du cessionnaire
- RIB du cessionnaire
- Tout document établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci ;
- Pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire
- Date à laquelle la cession doit intervenir.

L'Acheteur étudie la demande de cession, étant précisé qu'il ne peut la refuser que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

ARTICLE 11 – OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LES MARCHES

Dans le cadre de sa politique d'achats, les établissements membres du GHT Navarre-Côte Basque ont pour objectif d'intégrer, autant que possible, les objectifs de développement durable dans ses marchés, afin d'encourager un achat public plus responsable. Il reste donc sensible aux engagements et dispositions mises en œuvre par les candidats dans le domaine du développement durable, notamment sous l'aspect environnemental.

Le titulaire veillera notamment à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, sécurité et santé des personnes.

ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

12.1 Transmission des justificatifs fiscaux et sociaux en cours d'année :

Le Titulaire s'engage à transmettre à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, tous les six mois à compter de la date de notification, du marché et pendant la durée de son exécution, les pièces Suivantes :

- pour les titulaires établis ou domiciliés en France : les pièces prévues aux articles L8222-1 à 3s, L 8254-1 à 4s, R8245-1 et D 8254-2 à 5s du code du travail et articles du code de la commande publique
- pour les titulaires établis ou domiciliés à l'étranger : les pièces prévues aux article L8222-4, D 822-7 et 8 du code du travail et articles du code de la commande publique.

Par application, de l'article R2143-6 du code de la commande publique, en cas d'inexactitude des documents ou renseignements ou de refus de produire les pièces indiquées ci-dessus, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

La décision de résiliation ne pourra intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée par mise en demeure envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception, et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

12.2 Obligation d 'information en cas de changement de situation administrative ou juridique :

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'établissement, sans délai et par écrit, toute modification affectant sa situation juridique et administrative, notamment :

- Jugement de redressement ou liquidation judiciaire
- Survenance d'une interdiction de concourir aux marchés publics
- Modification de dénomination sociale, de coordonnées bancaires....
- Fusion, absorption, cession 'activité, changement de forme juridique de la structure titulaire....

Le Titulaire doit faire parvenir les justificatifs ou documents traduisant ce changement (extrait K Bis, RIB/RIP, pouvoir/délégation de signature.....) dans les plus brefs délais et avant toute nouvelle facturation. A défaut le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation, après réception des documents nécessaires.

Tout changement relatif au Titulaire (modification de raison sociale/dénomination/forme juridique/changement d'adresse, changement de coordonnées bancaires...) ou de manière générale toute modification de fonctionnement pouvant influencer sur l'exécution du marché, doit être porté à la connaissance de la cellule des marchés du CH de la Côte Basque.

12.3 Obligations de respect du règlement intérieur :

Le Titulaire ainsi que son personnel, amenés à intervenir dans les locaux du CHCB se conforment au règlement intérieur de l'établissement, et notamment à son organisation. Il est assujetti aux règles d'accès, de sécurité et d'hygiène.

Le CHCB se réserve le droit de refuser l'accès, à l'établissement concerné, de toute personne dont le comportement porterait atteinte à la sécurité et au service public hospitalier et d'exiger le remplacement d'un agent ayant un comportement incompatible avec le règlement de l'établissement.

12.4 Obligation de confidentialité, protection des données et mesures de sécurité :

Conformément aux articles 5.1, 5,2 et 5.3 du CCAG-FCS le titulaire s'engage à respecter la confidentialité ainsi que la protection et sécurité des données à caractère personnel dont il aura connaissance et à ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations ou documents communiqués à l'occasion de l'exécution du marché.

Il informe également ses sous-traitants de leur soumission à cette obligation et reste responsable du respect de celle-ci (article 5.4 du CCAG-FCS).

Tout manquement aux obligations énoncées pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice d'éventuels recours civils ou pénaux.

Obligation de confidentialité :

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

Cette obligation perdure au-delà de la fin d'exécution du marché.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

Sécurité et protection des données à caractère personnel / RGPD :

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le règlement européen sur la protection des données »).

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 32 à 35 du Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles il a accès, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

Le Titulaire s'engage principalement à :

- ne pas utiliser les données auxquelles il peut accéder à des fins autres que celles prévues par ses attributions ;
- ne divulguer ces données qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;
- ne faire aucune copie de ces données sauf à ce que cela soit nécessaire à l'exécution de ses fonctions ;
- prendre toutes les mesures conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;
- prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art pour préserver la sécurité physique et logique de ces données ;
- s'assurer, dans la limite de ses attributions, que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données ;
- en cas de cessation de ses fonctions, restituer intégralement les données, fichiers informatiques et tout support d'information relatif à ces données.

Concernant tout particulièrement les accès à distance le Titulaire s'engage à :

- toujours passer par l'accès VPN mis à sa disposition par le GHT pour réaliser ses actions et à ne pas utiliser des outils de prise en main à distance accessibles par une connexion tierce (ex: Teamviewer/AnyDesk/...).
- fournir la liste des adresses IP publiques des exploitants qui pourront se connecter à l'accès VPN, et le GHT mettra en place un filtrage du compte sur ces adresses IP.
- utiliser en priorité l'authentification à deux facteurs. Le premier facteur sera connu de lui seul, et le second facteur (un OTP) ne sera connu que du GHT et sera transmis au Titulaire à la demande. Si cela n'est pas possible, alors le GHT activera le compte du Titulaire à la demande lors d'intervention juste pour le temps nécessaire. De plus, le GHT configurera son accès afin qu'il ne soit possible de ne réaliser qu'une seule connexion en simultanée.
- ne se connecter qu'aux machines nécessaires à l'exécution de ses fonctions et suivant les règles de filtrage définies avec le GHT.
- respecter les règles suivantes :
 - * conserver les secrets du GHT dans une solution de coffre-fort de mots de passe sécurisée (ex: Keepass)

- * ne jamais enregistrer les secrets du GHT dans les applications utilisées pour l'administration du SI (ex: navigateur, putty, ...)
- * utiliser des postes dédiés à l'administration lors de l'intervention. Ces postes ne doivent pas réaliser des tâches de bureautique (office, courriel, ...) ou toutes autres tâches à risque.
- * utiliser exclusivement un poste d'administration professionnel avec un antivirus à jour – l'usage d'un poste personnel est à proscrire.
- * ne pas mettre en place d'outil de prise en main à distance (ou toutes autre solution générant un "tunnel" de contrôle) pour contourner le VPN du GHT.
- * en cas de besoin d'une supervision sur les serveurs du GHT, une matrice de flux vers internet sera fournie (hostname/ip publique, port, protocole). Les métriques seront poussées du GHT vers les exploitants sans jamais que la solution utilisée ne puisse permettre une prise de contrôle/exécution par ce canal. La configuration de l'agent de supervision doit être statique et le serveur de supervision ne doit pas être en capacité de modifier la configuration de l'agent, ou de transmettre un argument pris en compte dans l'exécution des commandes de l'agent.

Cet engagement de confidentialité, en vigueur pendant toute la durée du marché, demeurera effectif, sans limitation de durée après la cessation des fonctions du Titulaire, quelle qu'en soit la cause, dès lors que cet engagement concerne l'utilisation et la communication de données à caractère personnel.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune indemnité en dédommagement.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

ARTICLE 13 – CAUTIONNEMENT / RETENUE DE GARANTIE

Sans Objet.

ARTICLE 14 – AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11 du CCAG-FCS avec un taux fixé à 5%. L'avance est accordée au titulaire du marché, dans les conditions fixées à l'article R.2191-3 du décret n°2018-1075 du 03/12/2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, sauf renonciation expresse du titulaire du marché qui devra être indiquée clairement dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 15 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE

En application de l'article R.2191-46 du Code de la Commande Publique, il sera délivré, à la demande du titulaire :

- Soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché
- Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé de l'économie.

Il est rappelé au titulaire du marché que ce document ne pourra pas être délivré une deuxième fois, c'est un document unique.

ARTICLE 16 – ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17 – RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

17.1 – Dispositions générales :

Il est rappelé à l'opérateur économique que ses obligations sont fixées par les pièces contractuelles du marché (CCAP, CCTP, Acte d'engagement et ses annexes).

Il sera fait application, le cas échéant, des articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité au titre d'un préjudice.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut, à la date de notification de cette décision.

17.2 – Cas de résiliation aux torts du Titulaire :

Outre les cas de résiliation prévus à l'article 41 du C.C.A.G-F.C.S., l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du Titulaire après lui avoir adressé une mise en demeure (par lettre recommandée avec accusé de réception) l'invitant à présenter ses observations dans un délai de 15 jours, et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, en cas de carences répétitives (trois observations notifiées) pour retards répétés, non-conformité des produits livrés ou dégradation de la qualité.

17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'Article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17.4 – Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire :

L'Acheteur se réserve le droit de faire assurer, le cas échéant, la prestation par un autre opérateur économique aux frais et risques du titulaire du marché, en application de l'article 45 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter sa prestation dans les délais impartis.

Chaque carence du titulaire ayant entraîné la prise en charge de la prestation par un autre opérateur économique sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le surcoût éventuel sera à la charge du titulaire du marché défaillant et fera l'objet d'un titre de recette à son encontre ou d'une demande d'avoir proportionnel aux frais résultants de cette défaillance. Le montant de l'avoir sera défalqué des factures présentées par le titulaire du marché.

ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout litige relatif à cette consultation ou au futur marché, la procédure pourra se dérouler selon les 2 étapes suivantes :

1. Arrangement à l'amiable entre l'opérateur économique et le Centre Hospitalier, par le biais d'un comité consultatif de règlement amiable (article R2197-1 du décret N°2018-1075 du 3 Décembre 2018)
2. Recours au jugement du Tribunal Administratif de PAU (Villa Noullobos - 50, Cours Lyautey - 64010 Pau CEDEX - Téléphone : 05 59 84 94 40 - Télécopie : 05 59 02 49 93 - Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr), seul compétent.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- ✓ Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- ✓ Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- ✓ Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

ARTICLE 19 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont obligatoirement rédigées en français. Tout document rédigé dans une autre langue devra être accompagné d'une traduction en français.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2.3	13.1	Départ d'exécution du marché
6.4	14.1.2 et 14.1.3	Pénalités de retard
17.1 et 17.2	41 et 42	Résiliation du marché